

Annexe 1

La proposition de Covage Saône-et-Loire au titre de l'article L. 33-13

Hôtel Matignon

57 rue de Varenne
75 007 Paris

A l'attention de
Monsieur le Premier Ministre

LRAR

Sèvres, le 9 Mai 2019

Objet : Lettre d'engagement de déploiement d'un réseau Très Haut Débit de Covage dans le cadre de l'appel à manifestation d'engagements locaux (AMEL) de la Saône-et-Loire.

Monsieur le Premier Ministre,

À l'occasion de la conférence nationale des territoires, le gouvernement a souhaité instituer un processus permettant aux collectivités territoriales de mobiliser des engagements privés complémentaires de déploiements de réseaux FttH. Ainsi, les collectivités territoriales se sont vues confier dans ce cadre, le soin de solliciter et de piloter de nouvelles opportunités de financer l'aménagement numérique de leurs territoires.

Covage s'inscrit parfaitement dans les objectifs fixés par le Président de la République d'une couverture en très haut débit pour tous d'ici fin 2022 dans le cadre du Plan France Très Haut Débit et a su démontrer avec constance son engagement pour apporter le numérique, au bénéfice des citoyens et des entreprises dans les nombreux territoires.

Par la présente, nous avons le plaisir de répondre favorablement à l'AMEL du Département de la Saône-et-Loire et vous confirmer l'engagement d'une filiale de Covage, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre (*sous le numéro 808 637 623*) « Covage Saône et Loire » société qui est déclarée en tant qu'opérateur auprès de l'ARCEP (ci-après la « Société de Projet »), pour déployer un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'utilisateur final, au sens de l'article L. 34-8-3 du Code des postes et des communications électroniques. Covage sera actionnaire majoritaire de la Société de Projet.

Nous nous engageons à ce que 100% des logements et locaux à usage professionnels du périmètre géographique de l'AMEL (sur la base d'un volume indicatif estimé à 95 304 lignes réparties sur 251 communes d'après nos premières études) soient raccordables ou raccordables à la demande d'ici fin 2022.

Notre engagement se fera dans le respect des conditions suivantes :

1. Prise d'engagements contraignants et opposables de réalisation du périmètre géographique de l'AMEL, dans le cadre de l'article L.33-13 du Code des postes et des communications électroniques et acceptation du principe d'une sanction en cas de non-respect de ces engagements. A ce titre, la Société de Projet accepte de s'inscrire dans le cadre de la loi ELAN, entrée en vigueur le 25 novembre 2018 ;
2. Respect de l'équilibre économique des projets publics qui ont d'ores et déjà été lancés par la bonne articulation des projets privés avec ceux des collectivités territoriales ;
3. Prise en compte des notions de prises raccordables, de prises raccordables à la demande et de raccordements longs au sens du cadre réglementaire en vigueur ;

4. Complétude du déploiement à une échelle suffisante et cohérente, dans un délai cohérent avec les déploiements prévus, dans le cadre du plan France Très Haut Débit et des recommandations de l'ARCEP ;
5. Finalisation du projet de financement.

Sur le périmètre géographique de l'AMEL, explicité en annexe et, sous réserve des termes et conditions figurant aux présentes, la Société de Projet s'engage à compter de l'acceptation de ces engagements à :

- au plus tard fin 2022, ou 48 mois après la publication de l'arrêté par le Gouvernement, assurer que dans toutes les communes concernées, tous les logements et locaux à usage professionnel seront rendus raccordables ou raccordables à la demande, sous réserve de l'obtention de l'accord des copropriétés ou des propriétaires concernés et des autorisations des organes instructeurs nécessaires¹ ;
- au plus tard fin 2022, ou 48 mois après la publication de l'arrêté par le Gouvernement, assurer qu'au niveau de l'ensemble des communes objet du présent courrier, la part de prises raccordables sur demande² n'excédera pas 8% du total de tous les logements et locaux à usage professionnel de l'ensemble de ces communes ;
- au plus tard fin 2025, assurer que dans toutes les communes concernées, tous les logements et locaux à usage professionnel seront rendus raccordables, sous réserve de l'obtention de l'accord des copropriétés ou des propriétaires concernés et des autorisations des organes instructeurs nécessaires¹, sauf les cas exceptionnels³. Les locaux concernés par ce cas d'exception pourront faire l'objet de l'application de conditions tarifaires d'accès FttH non-péréquées, orientées vers les coûts de déploiements (charges incluses), la pose du PBO et de l'extension de réseau concernée étant conditionnées à la souscription d'une commande au tarif non-péréqué ;
- assurer au plus tard à fin 2022 que la part de raccordements longs n'excédera pas 3%, étant précisé que les raccordements longs concernent toutes les prises dont la distance entre le PBO et la limite de la propriété publique / privée est supérieure à 100 mètres linéaires ; les raccordements longs sont facturés sur devis en application de conditions tarifaires orientées vers les coûts (charges incluses) ;
- raccorder à la fibre au plus tard à fin 2022, ou 48 mois après la publication de l'arrêté par le Gouvernement, les zones d'activités et les sites publics sur le périmètre de son engagement.

La Société de Projet proposera l'accès aux lignes FttH ainsi déployées dans les conditions prévues par l'article L. 34-8-3 du Code des postes et des communications électroniques. L'offre d'accès aux lignes FttH proposée sur ce territoire est présentée, en pièce jointe au présent courrier. La Société de projet s'engage à ne pas augmenter ses tarifs, hors mouvements d'indexation prévus dans la pièce jointe au présent courrier et ce pour la durée d'exploitation technique et commerciale du réseau déployé faisant l'objet du présent engagement. En

¹ À cet égard, la Société de Projet s'engage à faire toute diligence pour s'assurer de l'obtention de ces autorisations et devra le cas échéant s'en justifier.

² La qualification de ligne « raccordable sur demande » signifie que la ligne FTTH sera éligible commercialement à une offre FttH et qu'elle pourra bénéficier d'un raccordement en cas de demande d'un client final, dans un délai maximum de six mois.

³ Ces cas exceptionnels consistent en des lignes dont le déploiement entraîne un coût à la prise significativement élevé à l'échelle du projet, traduisant un non-sens économique. Plus précisément, ces lignes consistent en des locaux ou grappes de locaux dont le coût de déploiement est supérieur à 5000 € par logement ou local à usage professionnel; le total de ces lignes ne pouvant dépasser 8% du nombre de prises sur l'ensemble du périmètre géographique de l'AMEL. Une fois l'étude terrain effectuée (relevé de boîtes aux lettres), la Société de Projet identifiera les lignes relevant de ces cas exceptionnels et participera aux travaux Interop/Fibre pour l'identification de ces cas dans les flux d'informations échangées avec les opérateurs commerciaux. La société de projet s'engage à identifier les locaux concernés par les catégories « cas exceptionnels » et « raccordements longs » définis précédemment au moment de la finalisation des Avant-Projets Détaillés (APD) et tiendra à jour ses bases si des modifications étaient apportées lors de la phase de déploiement. En outre, à l'occasion de la finalisation des APD, la société de projet transmettra aux représentants de l'ARCEP et du Gouvernement les éléments permettant de contrôler l'identification de ces locaux. Enfin, la société de projet s'engage à présenter à l'ARCEP à la fin des études préalables (phase APD), une estimation générale, sur le périmètre concerné par l'AMEL, des locaux concernés par les « cas exceptionnels » et les « raccordements longs ».

revanche, la Société de Projet se réserve la possibilité de faire évoluer ses tarifs en cohérence et dans les proportions des évolutions constatées sur le marché de gros, hors mouvements d'indexation. La Société de projet informera l'ARCEP de toutes les évolutions des conditions tarifaires de son offre, deux mois avant leur entrée en vigueur.

La Société de Projet s'engage de surcroît dans un processus de transparence locale de ses déploiements en s'engageant à signer une Convention de déploiements FttH sur le périmètre géographique de l'AMEL (la « Convention AMEL »).

La Société de Projet s'engage dans un processus de transparence nationale de ses déploiements, en proposant que chaque année, la Société de Projet présente au Comité de concertation France Très Haut Débit et au collège de l'ARCEP un bilan de ses déploiements passés et les perspectives de déploiements de l'année à venir ; ainsi que l'identification des cas exceptionnels mentionnés ci-avant.

Pendant la durée des engagements AMEL, en cas de cession du réseau, l'opérateur s'engage à saisir le Ministre, conjointement avec l'acheteur pressenti, pour demander le transfert de l'ensemble des présents engagements.

En outre, la survenance des circonstances particulières dont notamment :

- Modification du cadre législatif et réglementaire ;
- Déploiement significatif en préemption ou en doublon sur une partie des communes concernées d'un réseau FttH ;
- Survenance d'évènements relevant de la force majeure ;

dès lors qu'elles viennent dégrader de façon substantiellement négative le plan d'affaires de la Société de Projet, donne droit à la Société de Projet de demander au Gouvernement et à l'ARCEP la révision du périmètre de ses engagements, selon la procédure explicitée ci-dessous :

- La Société de Projet pourra demander la tenue d'une réunion au cours de laquelle elle présenterait à des représentants du Gouvernement et de l'ARCEP les raisons qui la conduisent à envisager de reconsidérer tout ou partie des engagements ici proposés à l'aune de l'impact sur son plan d'affaires des faits générateurs ci-dessus. Cette réunion devra se tenir au plus tard 30 jours suivant le jour de la formulation par la Société de Projet d'une telle demande ;
- Au plus tard dans les deux mois suivant la demande de convocation de ladite réunion, la Société de Projet se réserve le droit de reconsidérer tout ou partie des susdits engagements dès lors qu'elle aura démontré l'impact substantiel sur son plan d'affaires desdites modifications, sans préjudice des pouvoirs de sanctions de l'ARCEP, et le cas échéant, sous contrôle d'un juge ;
- La Société de Projet s'engage à produire toutes les justifications permettant de démontrer qu'il a fait toute diligence pour remplir ses engagements.

Le projet de déploiement proposé par Covage sur le périmètre géographique de l'AMEL correspond à un investissement d'au moins _____ pour lequel le processus de montage financier a été lancé. Ce montant s'ajustera automatiquement en fonction du volume de prises issu du relevé boîte aux lettres.

Covage s'engage à ce que Covage Saône-et-Loire porte son capital social à 3,02MEUR dès la première année et à maintenir *a minima* ce niveau de capital social pendant la durée des engagements AMEL.

Dans la phase d'étude, la Société de Projet mettra à jour le nombre de prises à l'issue des opérations de relevés boîtes aux lettres dans l'objectif d'assurer la couverture FttH sur le périmètre géographique de l'AMEL. De plus, dans cette phase étude, la Société de Projet aura pour objectif de minimiser le pourcentage de locaux raccordables à la demande. En accord avec le Département de Saône-et-Loire, la phase d'études pourra conduire à permuter, à la marge, des communes dans le calendrier de déploiement pour tenir compte de l'impact de potentielles opérations de montée en débit non prise en compte dans l'élaboration du calendrier figurant en annexe.

La filiale de Covage en Saône-et-Loire est en relation avec la collectivité afin de s'assurer de la cohérence des contours de zones arrière de PM, afin d'éviter toute duplication inefficace du réseau FttH et aussi assurer la couverture complète sur ces communes.

Dans l'attente de l'arrivée du FttH, la Société de Projet s'engage à accompagner le Département dans sa réflexion et à étudier l'opportunité d'amener de manière transitoire une offre d'accès à l'internet fixe via des technologies non filaires (4G fixe, THD radio).

Covage a bien pris en compte que le périmètre géographique de l'AMEL pourra être aménagé à la marge pour tenir compte des réalités des contours du Réseau d'Initiative Publique. De plus, la Société de Projet s'engageant à construire une infrastructure essentielle et pérenne, les réseaux déployés tiendront compte des besoins d'évolutions potentielles de l'habitat et de la densification. A ce titre, la Société de Projet déploie les réseaux avec la surcapacité nécessaire, conformément aux règles de la Mission THD.

Il est plus globalement entendu que l'ensemble des conditions et engagements de la Société de Projet, tels qu'exposés par le présent courrier, seront précisés dans une convention restant à signer.

Dans cette attente, nous restons à votre entière disposition pour vous apporter toutes les explications nécessaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

Pascal RIALLAND



Liste des pièces jointes :

Offre d'accès aux lignes FttH sur les réseaux AMEL de Covage.

Copie : Le Département de la Saône-et-Loire : Mr le Président du Département André ACCARY

Annexe 1 : calendrier de déploiement (Extrait de l'annexe 2 de la CPSD)

Code Insee	EPCI	Communes	Nombre de locaux (INSEE 2015)	Début du déploiement	Début des travaux	Achèvement du déploiement
71 176		DIGOIN	4 587	2019	2019	2022
71 230		GUEUGNON	4 084	2019	2019	2022
71 106		CHAROLLES	1 671	2019	2019	2022
71 342		PARAY-LE-MONIAL	5 366	2019	2019	2022
71 289		MATOUR	686	2019	2019	2022
71 562		VAUDEBARRIER	113	2019	2019	2022
71 510		SEMUR-EN-BRIONNAIS	350	2019	2019	2022
71 275		MARCIGNY	1 188	2019	2019	2022
71 340		PALINGES	833	2019	2019	2022
71 453		SAINT-MARTIN-DU-LAC	137	2019	2019	2022
71 337		OYE	210	2019	2019	2022
71 399		ST-CHRISTOPHE-EN-BRIONNAIS	354	2019	2019	2022
71 060		BRIANT	154	2019	2019	2022
71 417		SAINT-GENGOUX-LE-NATIONAL	746	2019	2019	2022
71 540		TORCY	1 314	2019	2019	2022
71 090		LA CHAPELLE-DE-GUINCHAY	1 688	2019	2019	2022
71 132		CIRY-LE-NOBLE	1 252	2019	2019	2022
71 590		VOLESVRES	270	2019	2019	2022
71 419		SAINT-GERMAIN-DU-BOIS	1 216	2019	2019	2022
71 336		OUROUX-SUR-SAONE	1 383	2019	2019	2022
71 420		SAINT-GERMAIN-DU-PLAIN	992	2019	2019	2022
71 351		PIERRE-DE-BRESSE	1 138	2019	2019	2022
71 542		TOULON-SUR-ARROUX	948	2019	2019	2022
71 212		GENELARD	821	2019	2019	2022
71 074		CHAINTE	275	2019	2019	2022
71 158		CUISERY	886	2019	2019	2022
71 067		BURNAND	104	2019	2019	2022
71 583		VINZELLES	340	2019	2019	2022
71 564		VENDENESSE-LES-CHAROLLES	461	2019	2019	2022
71 395		ST-BONNET-DE-VIEILLE-VIGNE	158	2019	2019	2022
71 040		BLANZY	3 182	2019	2019	2022
71 222		GOURDON	448	2019	2019	2022
71 320		MONT-SAINT-VINCENT	194	2019	2019	2022
71 506		SAVIGNY-EN-REVERMONT	645	2019	2019	2022
71 415		SAINTE-FOY	94	2019	2019	2022
71 441		SAINT-LEGER-SOUS-LA-BUSSIÈRE	165	2019	2019	2022

71 187	ECUISSÉS	846	2019	2019	2022
71 055	BRANDON	186	2019	2019	2022
71 439	SAINT-LEGER-LES-PARAY	313	2019	2019	2022
71 086	CHANGY	246	2019	2019	2022
71 545	TRAMAYES	626	2019	2019	2022
71 586	VIRY	169	2019	2019	2022
71 258	LEYNES	268	2019	2019	2022
71 136	CLESSY	136	2019	2019	2022
71 024	BAUGY	241	2019	2019	2022
71 203	FONTENAY	25	2019	2019	2022
71 412	SAINT-EUSEBE	520	2019	2019	2022
71 546	TRAMBLAY	264	2019	2019	2022
71 477	ST-ROMAIN-SOUS-GOURDON	235	2019	2019	2022
71 027	BEAUREPAIRE-EN-BRESSE	359	2019	2019	2022
71 481	SAINT-SYMPHORIEN-D'ANCELLES	555	2019	2019	2022
71 373	ROMENAY	1 029	2019	2019	2022
71 159	CULLES-LES-ROCHES	131	2019	2019	2022
71 178	DOMPIERRE-LES-ORMES	598	2019	2019	2022
71 507	SAVIGNY-SUR-GROSNE	146	2019	2019	2022
71 515	SERCY	73	2019	2019	2022
71 356	POUILLOUX	442	2019	2019	2022
71 285	MARTIGNY-LE-COMTE	313	2019	2019	2022
71 012	ARTAIX	208	2019	2019	2022
71 334	OUDRY	174	2019	2019	2022
71 346	PERRECY-LES-FORGES	868	2019	2019	2022
71 581	VINDECY	156	2019	2019	2022
71 588	VITRY-EN-CHAROLLAIS	475	2019	2019	2022
71 050	BOURGVILAIN	181	2019	2019	2022
71 554	VARENNE-L'ARCONCE	110	2019	2019	2022
71 232	HAUTEFOND	90	2019	2019	2022
71 406	SAINT-DIDIER-EN-BRIONNAIS	97	2019	2019	2022
71 498	SANTILLY	89	2019	2019	2022
71 478	SAINT-ROMAIN-SOUS-VERSIGNY	52	2019	2019	2022
71 339	OZOLLES	281	2019	2019	2022
71 470	SAINT-POINT	233	2019	2019	2022
71 514	SENS-SUR-SEILLE	232	2019	2019	2022
71 179	DOMPIERRE-SOUS-SANVIGNES	37	2019	2019	2022
71 392	SAINT-BOIL	280	2019	2019	2022
71 491	SAINT-YAN	611	2019	2019	2022
71 276	MARCILLY-LA-GUEURCE	89	2019	2019	2022
71 557	VARENNE-SAINT-GERMAIN	306	2019	2019	2022
71 082	CHAMPLECY	114	2019	2019	2022

71 157		CUISEAUX	988	2020	2020	2022
71 150		CRECHES-SUR-SAONE	1 400	2020	2020	2022
71 070		BUXY	1 126	2020	2020	2022
71 018		BANTANGES	323	2020	2020	2022
71 034		BISSEY-SOUS-CRUCHAUD	194	2020	2020	2022
71 487		SAINT-VERAND	95	2020	2020	2022
71 293		MENETREUIL	242	2020	2020	2022
71 145		CORMATIN	394	2020	2020	2022
71 385		SAINT-AMOUR-BELLEVUE	281	2020	2020	2022
71 318		MONTPONT-EN-BRESSE	692	2020	2020	2022
71 147		CORTEVAIX	218	2020	2020	2022
71 272		MALAY	192	2020	2020	2022
71 362		PRUZILLY	159	2020	2020	2022
71 394		SAINT-BONNET-DE-JOUX	549	2020	2020	2022
71 247		JULLY-LES-BUXY	174	2020	2020	2022
71 084		CHANES	277	2020	2020	2022
71 007		AMEUGNY	130	2020	2020	2022
71 372		ROMANECHÉ-THORINS	920	2020	2020	2022
71 365		RANCY	310	2020	2020	2022
71 556		VARENNES-LES-MACON	241	2020	2020	2022
71 422		SAINT-GERMAIN-LES-BUXY	120	2020	2020	2022
71 209		FRONTENAUD	402	2020	2020	2022
71 558		VARENNES-SAINT-SAUVEUR	635	2020	2020	2022
71 413		SAINT-FIRMIN	387	2020	2020	2022
71 390		SAINT-BERAIN-SOUS-SANVIGNES	506	2020	2020	2022
71 042		BONNAY	187	2020	2020	2022
71 324		MOROGES	317	2020	2020	2022
71 234		HUILLY-SUR-SEILLE	201	2020	2020	2022
71 291		MELAY	512	2020	2020	2022
71 332		ORMES	313	2020	2020	2022
71 330		NEUVY-GRANDCHAMP	413	2020	2020	2022
71 468		SAINT-PIERRE-DE-VARENNES	413	2020	2020	2022
71 295		MERVANS	792	2020	2020	2022
71 087		CHAPAIZE	149	2020	2020	2022
71 238		IGUERANDE	589	2020	2020	2022
71 036		BISSY-SOUS-UXELLES	86	2020	2020	2022
71 370		RIGNY-SUR-ARROUX	345	2020	2020	2022
71 571		VEROSVRES	262	2020	2020	2022
71 388		SAINT-AUBIN-EN-CHAROLLAIS	245	2020	2020	2022
71 364		LA RACINEUSE	97	2020	2020	2022
71 011		ANZY-LE-DUC	247	2020	2020	2022
71 097		LA CHAPELLE-THECLE	346	2020	2020	2022

71 436		SAINTE-LAURENT-D'ANDENAY	465	2020	2020	2022
71 522		SIMANDRE	822	2020	2020	2022
71 300		LE MIROIR	294	2020	2020	2022
71 217		GERMOLLES-SUR-GROSNE	74	2020	2020	2022
71 261		LOISY	348	2020	2020	2022
71 079		CHAMPAGNAT	256	2020	2020	2022
71 547		TRIVY	199	2020	2020	2022
71 350		PIERRECLOS	462	2020	2020	2022
71 435		SAINTE-JULIEN-SUR-DHEUNE	112	2020	2020	2022
71 164		CURTIL-SOUS-BURNAND	135	2020	2020	2022
71 302		MONTAGNY-LES-BUXY	145	2020	2020	2022
71 206		LA FRETTE	157	2020	2020	2022
71 001		L'ABERGEMENT-DE-CUISERY	371	2020	2020	2022
71 108		CHASSELAS	88	2020	2020	2022
71 374		ROSEY	117	2020	2020	2022
71 490		SAINTE-VINCENT-BRAGNY	460	2020	2020	2022
71 380		SAILLENARD	442	2020	2020	2022
71 198		FLACEY-EN-BRESSE	263	2020	2020	2022
71 256		LESSARD-EN-BRESSE	266	2020	2020	2022
71 316		MONTMELARD	241	2020	2020	2022
71 307		MONTCEAUX-L'ETOILE	170	2020	2020	2022
71 541		TORPES	281	2020	2020	2022
71 044		BOSJEAN	216	2020	2020	2022
71 013		AUTHUMES	163	2020	2020	2022
71 111		CHASSY	169	2020	2020	2022
71 205		FRANGY-EN-BRESSE	404	2020	2020	2022
71 208		FRONTENARD	146	2020	2020	2022
71 134		CLERMAIN	116	2020	2020	2022
71 492		SAINTE-YTHAIRE	142	2020	2020	2022
71 573		VERSAUGUES	115	2020	2020	2022
71 398		SAINTE-CHRISTOPHE-EN-BRESSE	448	2020	2020	2022
71 002		L'ABERGEMENT-STE-COLOMBE	485	2020	2020	2022
71 045		BOUHANS	112	2020	2020	2022
71 023		BAUDRIERES	462	2020	2020	2022
71 278		MARIGNY	86	2020	2020	2022
71 433		SAINTE-JULIEN-DE-CIVRY	323	2020	2020	2022
71 352		LE PLANOIS	77	2020	2020	2022
71 281		MARLY-SUR-ARROUX	173	2020	2020	2022
71 304		MONTAGNY-SUR-GROSNE	74	2020	2020	2022
71 101		CHARETTE-VARENNES	277	2020	2020	2022
71 565		VENDENESSE-SUR-ARROUX	278	2020	2020	2022
71 314		MONTJAY	147	2020	2020	2022

71 361	PRIZY	48	2020	2020	2022
71 548	TRONCHY	124	2020	2020	2022
71 500	SARRY	75	2020	2020	2022
71 029	BELLEVESVRE	201	2020	2020	2022
71 268	LUGNY-LES-CHAROLLES	176	2020	2020	2022
71 124	CHENOVES	134	2020	2020	2022
71 503	SAULES	85	2020	2020	2022
71 325	LA MOTTE-SAINT-JEAN	611	2021	2021	2022
71 516	SERLEY	344	2021	2021	2022
71 123	CHENAY-LE-CHATEL	247	2021	2021	2022
71 482	SAINT-SYMPHORIEN-DE-MARMAGNE	475	2021	2021	2022
71 538	THUREY	249	2021	2021	2022
71 259	LIGNY-EN-BRIONNAIS	212	2021	2021	2022
71 282	MARMAGNE	684	2021	2021	2022
71 071	CERON	183	2021	2021	2022
71 529	SUIN	219	2021	2021	2022
71 277	MARCILLY-LES-BUXY	335	2021	2021	2022
71 161	CURDIN	154	2021	2021	2022
71 286	MARY	142	2021	2021	2022
71 201	FLEY	125	2021	2021	2022
71 465	SAINT-MICAUD	139	2021	2021	2022
71 177	DOMMARTIN-LES-CUISEAUX	430	2021	2021	2022
71 088	LA CHAPELLE-AU-MANS	127	2021	2021	2022
71 518	SERRIERES	161	2021	2021	2022
71 326	MOUTHIER-EN-BRESSE	316	2021	2021	2022
71 175	DICONNE	203	2021	2021	2022
71 077	CHAMBILLY	280	2021	2021	2022
71 254	LAYS-SUR-LE-DOUBS	118	2021	2021	2022
71 139	COLLONGE-EN-CHAROLLAIS	126	2021	2021	2022
71 400	SAINT-CLEMENT-SUR-GUYE	117	2021	2021	2022
71 279	MARIZY	437	2021	2021	2022
71 393	SAINT-BONNET-DE-CRAY	251	2021	2021	2022
71 323	MORNAY	149	2021	2021	2022
71 455	SAINT-MARTIN-DU-TARTRE	124	2021	2021	2022
71 271	MAILLY	109	2021	2021	2022
71 168	DAMPIERRE-EN-BRESSE	117	2021	2021	2022
71 401	SAINTE-CROIX	413	2021	2021	2022
71 093	LA CHAPELLE-SAINT-SAUVEUR	463	2021	2021	2022
71 233	L'HOPITAL-LE-MERCIER	137	2021	2021	2022
71 579	VILLENEUVE-EN-MONTAGNE	86	2021	2021	2022
71 519	SERRIGNY-EN-BRESSE	91	2021	2021	2022
71 396	SAINT-BONNET-EN-BRESSE	356	2021	2021	2022

71 563		VAUX-EN-PRE	81	2021	2021	2022
71 103		CHARMOY	129	2021	2021	2022
71 354		POISSON	285	2021	2021	2022
71 363		LE PULEY	63	2021	2021	2022
71 434		SAINT-JULIEN-DE-JONZY	192	2021	2021	2022
71 028		BEAUVERNOIS	71	2021	2021	2022
71 173		DEVROUZE	172	2021	2021	2022
71 038		LES BIZOTS	196	2021	2021	2022
71 121		LA CHAUX	181	2021	2021	2022
71 115		CHATEL-MORON	56	2021	2021	2022
71 224		GRANDVAUX	64	2021	2021	2022
71 505		SAVIANGES	78	2021	2021	2022
71 461		SAINT-MAURICE-DES-CHAMPS	50	2021	2021	2022
71 061		BRIENNE	242	2021	2021	2022
71 458		SAINT-MARTIN-LA-PATROUILLE	48	2021	2021	2022
71 427		SAINT-HURUGE	47	2021	2021	2022
71 331		NOCHIZE	50	2021	2021	2022
71 382		SAINT-AGNAN	406	2021	2021	2022
71 091		LA CHAPELLE-DU-MONT-DE-FRANCE	142	2021	2021	2022
71 552		UXEAU	293	2021	2021	2022
71 501		SASSANGY	99	2021	2021	2022
71 534		LE TARTRE	67	2021	2021	2022
71 068		BURZY	63	2021	2021	2022
71 037		BISSY-SUR-FLEY	79	2021	2021	2022
71 143		CONDAL	252	2021	2021	2022
71 449		SAINT-MARTIN-D'AUXY	51	2021	2021	2022
71 025		BEAUBERY	248	2021	2021	2022
71 048		BOURG-LE-COMTE	117	2021	2021	2022
71 296		MESSEY-SUR-GROSNE	358	2021	2021	2022
71 242		JONCY	363	2021	2021	2022
71 229		LES GUERREAUX	156	2021	2021	2022
71 214		GENOUILLY	296	2021	2021	2022
71 244		JOUVENCON	244	2021	2021	2022
71 021		BARON	157	2021	2021	2022
71 469		SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	245	2021	2021	2022
71 426		SAINTE-HELENE	200	2021	2021	2022
71 216		GERMAGNY	121	2021	2021	2022
71 225		GRANGES	202	2021	2021	2022
71 366		RATENELLE	216	2021	2021	2022
71 200		FLEURY-LA-MONTAGNE	360	2021	2021	2022
71 243		JOUDES	210	2021	2021	2022
71 072		CERSOT	87	2021	2021	2022

71 207		FRETTERANS	164	2021	2021	2022
71 213		LA GENETE	309	2021	2021	2022
71 357		POURLANS	116	2021	2021	2022
71 471		SAINT-PRIVE	53	2021	2021	2022
71 485		SAINT-VALLERIN	145	2021	2021	2022

Annexe 2

Tableau récapitulatif des principales conditions tarifaires du projet d'offre d'accès indicatif de Covage Saône-et-Loire

Principaux tarifs

Nature de l'offre	Tarif par ligne livrée au point de mutualisation	Tarif par ligne livrée au nœud de raccordement optique
Offre de cofinancement FttH <i>ab initio</i>	513 €	596 €
Redevance mensuelle par ligne affectée, pour une ligne FttH cofinancée	[4,99 – 5,48] € <i>Le tarif évolue selon le nombre de lignes cofinancées</i>	Tarif par ligne livrée au point de mutualisation + 0,25 €
Offre de location passive mensuelle	13,2 €	Tarif par ligne livrée au point de mutualisation + 4,25 €

Durée des droits

Le droit d'usage mis à disposition dans l'offre de cofinancement *ab initio* mentionnée ci-dessus a une durée de 20 ans à compter de la date de mise à disposition du point de mutualisation (PM). À l'échéance de ces vingt ans, le droit d'usage est renouvelé, automatiquement par périodes successives de cinq ans en contrepartie du versement d'un euro par logement raccordable par renouvellement. La durée totale du droit d'usage (comprenant la durée initiale et les renouvellements) est limitée à une durée de quarante ans courant à compter, pour chaque PM, de la date de première mise à disposition du PM.

Câblage client final

En cas de réalisation par l'opérateur d'immeuble, le frais de raccordement forfaitaire est de 450 €.

En cas de sous-traitance par l'opérateur commercial, les frais de raccordement forfaitaire avec restitution sont déterminés selon le contrat de prestation.

Grille tarifaire de sous-traitance pour la réalisation des câblages clients finals par l'opérateur commercial:

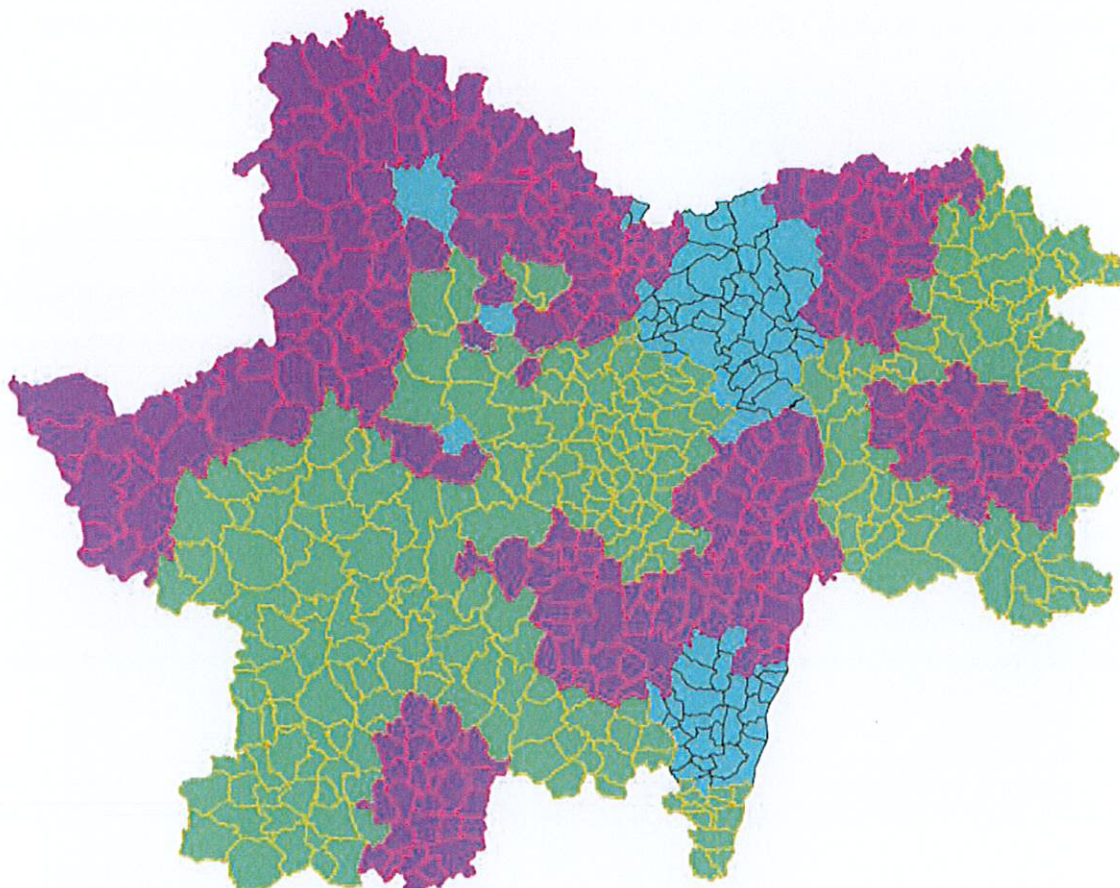
Type de Point de Branchement Optique	PBO intérieur	PBO extérieur en chambre	PBO extérieur en aérien	PBO extérieur en façade
Tarifs (€ HT)	182	397	751	652

Maintenance du câblage client final :


Prestation	Unité	Tarif (en € HT /unité /mois)
Maintenance du Câblage Client Final	Ligne FTTH	0,60

Annexe 3

Carte du département et de la délimitation proposée par Covage Saône-et-Loire des déploiements prévus dans sa proposition d'engagements




Légendes

 Zones de déploiement concernées par les engagements de Covage Saône-et-Loire

Type de communes

 Communes concernées par le déploiement du réseau d'initiative publique

 Communes AMII

 Communes concernées par la proposition de Covage Saône-et-Loire

Annexe 4

Rappel du cadre juridique pour les réseaux à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné

En France, le législateur a décidé d'encadrer les déploiements de réseaux à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné. Ils sont ainsi soumis aux dispositions de l'article L. 34-8-3 du CPCE. Ce même article a confié à l'Arcep le soin de préciser les modalités d'accès au réseau et la possibilité de trancher les différends qui s'y rapportent. En application de cet article, l'Autorité a adopté plusieurs décisions, et notamment les décisions n° 2009-1106, n° 2010-1312, n° 2013-1475 et n° 2015-0776 susvisées. Ces décisions imposent notamment une obligation de fournir une offre d'accès passive à la partie terminale des réseaux déployés (offre de « mutualisation »), et pour les zones en dehors des zones très denses une obligation de donner accès plus en amont du réseau (au niveau d'un point regroupant au moins 1 000 lignes), combinée à l'obligation de complétude des déploiements sur chaque zone arrière.

A. Obligation d'accès mutualisé

La décision n° 2009-1106 de l'Autorité impose aux opérateurs d'infrastructure d'offrir l'accès au point de mutualisation dans des conditions raisonnables et non discriminatoires. L'accès doit être fourni sous forme passive, dans des conditions raisonnables, objectives, transparentes, et non discriminatoires, dans le cadre d'une offre publiée. La décision n° 2010-1312 précise que l'opérateur d'infrastructure a l'obligation de publier, avant l'installation du point de mutualisation (PM), une offre d'accès comprenant des offres de cofinancement *ab initio* et *a posteriori*, ainsi qu'une offre de location passive à la ligne. Ces deux décisions prévoient que les conditions tarifaires doivent être raisonnables et respecter les principes de non-discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité.

B. Obligation de complétude des déploiements

La décision n° 2010-1312 de l'Autorité impose aux opérateurs d'infrastructure de déployer un réseau horizontal à proximité immédiate de l'ensemble des logements et locaux à usage professionnel de la zone arrière de chaque PM, permettant de raccorder l'ensemble de ces locaux, et ce dans un délai raisonnable à la suite de la déclaration de la zone arrière de son point de mutualisation. Les motifs de la décision indiquent qu'« *un délai de déploiement, au plus de deux à cinq ans, en fonction des caractéristiques locales, semble, à cet égard, raisonnable* ».

La recommandation de l'Autorité en date du 7 décembre 2015, portant sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses, précise que déployer un réseau « à proximité immédiate » d'un local implique d'avoir installé le PM, le point de branchement optique (PBO) et établi la continuité optique entre ces deux éléments.

Néanmoins, elle a introduit la possibilité pour l'opérateur d'infrastructure de différer au-delà du délai de complétude (donc au-delà de l'échéance précitée de deux à cinq ans) la pose du PBO pour certains locaux situés en zones d'habitat dispersé. Cette possibilité doit être exercée de manière ciblée, pour des locaux bien identifiés au moment de la consultation préalable aux déploiements, notamment au regard du coût à la ligne des lignes concernées et d'une attente de commercialisation faible à court et moyen termes. Enfin, la mise en service du PBO devrait dans ce cas être effectuée conformément aux modalités définies par le cadre réglementaire en vigueur, dans un délai qui ne devrait *a priori* pas excéder 6 mois à compter de la commande d'un opérateur commercial. Les

logements et locaux à usage professionnel identifiés desservis par des lignes dont la pose du PBO a été différée sont dits « raccordables sur demande ».

Cette obligation de complétude s'impose à tout opérateur qui déploie un réseau à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné. Ainsi, les engagements opposables qui seraient souscrits par un opérateur ne sauraient lui permettre de méconnaître le cadre réglementaire, en particulier l'obligation de complétude. De tels engagements ne sont susceptibles que de venir *s'y ajouter*, le respect cumulé des obligations issues du cadre réglementaire et des obligations issues des engagements devenant alors nécessaire.

L'Autorité a également adopté une recommandation en date du 24 juillet 2018, relative à la cohérence des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné. Elle vise à assurer un déploiement cohérent et complet des réseaux FttH, prévenir les doublons inutiles, et maximiser l'investissement efficace, afin d'assurer la connectivité des territoires en très haut débit fixe. Elle permet de donner de la visibilité aux acteurs sur l'application du cadre réglementaire et les actions à mener par les opérateurs pour assurer la bonne articulation des déploiements FttH entre l'ensemble des opérateurs (privés ou publics) mobilisés.

La recommandation explicite le cadre de maillage des territoires par zone technique de déploiement de la fibre. Lorsqu'un opérateur déployant la fibre sur un territoire déclare en statut « cible » une zone arrière de point de mutualisation, cette déclaration doit être rapidement suivie par des déploiements effectifs. La déclaration marque ainsi le point de départ de l'obligation de couverture de l'intégralité de la zone et du délai qui y est attaché. Ce zonage peut dès lors faire référence pour tous les déploiements sur le territoire concerné et apporter la transparence nécessaire aux collectivités locales.